

La Vème République.

Leçon 1 : Sa mise en place 1958-1962.

I/ Un souffle nouveau.

La IVème. République née en 1946 est un régime parlementaire qui est en bout de course en 1958. Deux problèmes non résolus l'ont affaiblie : une grande instabilité ministérielle et la décolonisation avec l'Indochine et surtout la guerre d'Algérie qui a débuté en 1954.

En mai 1958, la situation est explosive à Alger car les « Pieds Noirs se sont révoltés ». Le seul homme qui semble capable d'y mettre un terme est le Gl. De Gaulle (l'homme du 18 juin 1940). Celui-ci impose néanmoins des conditions à son retour au pouvoir. Le renforcement du pouvoir exécutif par rapport au pouvoir législatif. Ceci passe par la mise en place d'une nouvelle constitution (voir chronologie).

II/ Les grands principes de cette nouvelle constitution (voir doc et définitions exécutif, législatif).

Elle est rédigée par un proche de De Gaulle : Michel Debré.

Le pouvoir exécutif (à deux têtes) est renforcé, faisant du président de la République, la clef de voûte des institutions. En fait, c'est un régime semi-présidentiel mais aussi semi-parlementaire :

- Attributions du Président voir fiche
- Attributions du Parlement voir fiche

III/ La révision constitutionnelle de 1962.

Afin d'établir un lien de confiance direct entre le peuple et le président, celui-ci décide de modifier la constitution ceci, contre l'avis de la plupart des partis politiques. 62% des français approuvent par referendum l'élection présidentielle au SUD. C'est en 1965 que les français appliqueront cette nouvelle loi. On y voit une présidentialisation du pouvoir.

Par la suite la constitution sera plusieurs fois amendée, révisée : 2000 sur le mandat du président à 5 ans, 2003 sur la décentralisation...

Leçon 2 : la droite monopolise le pouvoir 1958-1981.

I/ De Gaulle, « une certaine idée de la France », 1962-1969.

De Gaulle veut redonner à la France le rang qu'elle mérite, alliée des USA mais pas vassale ! Ainsi, elle entend se défendre seule et adopte l'arme atomique, l'arme de dissuasion. En 1968, elle quitte le commandement de l'OTAN. Elle se rapproche de l'Allemagne (couple Adenauer-De Gaulle) et s'oppose à l'entrée des anglais dans la CEE née en 1957. Enfin, De Gaulle achève la décolonisation : 1960 en Afrique noire (Union Française), mars 1962, l'indépendance de l'Algérie.

Une certaine usure du pouvoir se fait sentir dans l'opinion publique qui met en ballottage le Gl. De Gaulle lors de l'élection présidentielle de 1965. « Mai 68 » est l'exemple d'une contestation très nette du pouvoir en place. Après un échec référendaire en avril 1969, De Gaulle démissionne.

II/ la droite sans de Gaulle 1969-1981.

Deux présidents se succéderont durant cette période. Le 1^{er}. est un fidèle de De Gaulle.

Les années Pompidou, 1969-1974.

- Démission de de Gaulle. La bataille électorale se concentre surtout à droite entre Pompidou et le président du sénat Alain Poher qui est un centriste.. Pompidou entend être l'héritier de de Gaulle dont il était le premier ministre sortant. Finalement, les français choisissent l'homme de la continuité, l'homme de la fidélité.

- Il encourage la modernisation et l'industrialisation du pays. et accepte l'entrée du R.U. dans la C.E.E . en 1973, ce qu'avait refusé le Gl. de Gaulle. Sur le plan social il définit la réforme du SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance). Deux premiers ministres : Jacques Chaban Delmas (gaulliste historique, prônant « une nouvelle société ») puis Pierre Mesmer (autre gaulliste historique qui n'hésite pas à faire de la télévision « la voix de la France »). Pompidou meurt le 2 avril 1974, dans la 5^{ème}. année de son mandat.

Les années Giscard où l'orientation libérale, 1974-1981.

- L'élection présidentielle marque la bipolarisation de la vie politique française. Les candidatures sont multiples à droite avec Chaban Delmas et Giscard d'Estaing (âgé de 48 ans). A gauche, F. Mitterrand apparaît comme le seul candidat possible. Il a pris le contrôle du P.S. en 1971 lors du congrès d'Epinay (en 1972, Il organisa le programme commun de la gauche avec le P.C.F. de Georges Marchais et les radicaux de gauche. Celui-ci explosera en 1977 et fera perdre les élections législatives à la gauche en 1978).

La confrontation de 1974 profite «de peu » à Giscard qui l'emporte avec 50,8% des voix.

- Giscard joue la carte d'une nouvelle droite plus moderne et proeuropéenne. Cependant la conjoncture éco. se détériore (crise de 1973 et choc pétrolier...). Jacques Chirac, 1^{er}. ministre (1974-1976) démissionne. Il fonde le RPR en 1976 et mène une guérilla larvée face à Giscard. Raymond Barre. devient à son tour 1^{er}. ministre. La situation éco. continue à se détériorer...1,7 million de chômeurs en 1981 et une inflation à près de 13%.

- Les mesures importantes : majorité baissée à 18 ans et en 1975 : Simone Veil Fait voter l'I.V.G. révolution sans précédent sur les mentalités, loi sur le divorce par consentement mutuel

Leçon 3 : le temps des alternances.

I/ La première alternance : les années Mitterrand 1981-1995

- Campagne électorale de 1981. profite à F. Mitterrand face à Giscard qui se représentait. C'est l'alternance, preuve que la constitution s'adapte (souplesse). Le nouveau président dissout l'AN : C'est un triomphe de la gauche qui a comme slogan « changer la vie ». Les premiers mois de pouvoir sont appelés « l'état de grâce ». 4 communistes deviennent membres du gouvernement.

- Le 1^{er}. ministre, Pierre Mauroy engage d'importantes réformes éco. et symboliques annoncées dans les « 110 propositions de F. Mitterrand.

- politique de relance, nationalisations, décentralisation (1982).
- Abolition de la peine de mort, retraite à 60 ans, 39 heures, 5^{ème}. semaine de congés payés. Lois Auroux qui accroissent les droits des travailleurs dans l'entreprise. Radios libres...

-La crise persiste (2 millions de chômeurs et 14 % d'inflation) le déficit budgétaire se creuse et dès juin 1982, Mauroy engage la rigueur, le franc sera dévalué à plusieurs reprises. Conséquence : mécontentement des communistes, montée de l'extrême droite. Enfin, un million de personnes manifestent à Paris en juin 1984 pour la défense de l'école privée. Mitterrand décide alors de nommer un nouveau 1^{er}. ministre : Laurent Fabius qui offre l'image d'un socialisme moderne. Malgré une chute de l'inflation à 5%, le chômage ne baisse pas et l'immigration s'immisce dans le débat politique comme question centrale.

- En 1986, les français font triompher la droite aux élections législatives. Mitterrand décide de rester et nomme alors Chirac 1^{er}. ministre. Ce sera la 1^{ère}. cohabitation au sein de l'exécutif. De 1986 à 1988. plan de partage des tâches entre les deux hommes : domaine réservé pour l'un et affaires intérieures pour l'autre. J. Chirac multiplie les privatisations dont celle de TF1.

L'action du gvt. Mécontente de nombreuses catégories sociales, SNCF...et provoque un conflit avec le monde étudiant.

- Election présidentielle de 1988. remportée par F. Mitterrand. 1^{ère}. réélection au S.U.D. sous la 5^{ème}. République. La cohabitation à profité au président qui est apparu comme garant des acquis sociaux. Comme en 1981, le président dissout l'Assemblée Nationale. Trois 1ers. ministres socialistes se succéderont sans pour autant faire baisser le chômage (3 millions en 1992). Durant cette période, création du RMI, et ratification du traité de Maastricht.
- En 1993, la droite remporte les élections législatives. Mitterrand décide encore une fois de rester et va engager une nouvelle cohabitation avec E. Balladur. Ce dernier reprend le thème des privatisations, idée chère à la droite.

II/ La deuxième alternance, Les années Chirac et Sarkozy 1995-2012.

Les années Chirac.

- Sortant de 14 années de présidence socialiste, les français décident d'accorder leur confiance à Jacques Chirac qui a fait campagne sur le thème de la fracture sociale. Il l'emporte devant le candidat de la gauche socialiste Lionel Jospin. Son 1^{er}. ministre Alain Jupé devient vite impopulaire en voulant réformer la sécurité sociale et le système des retraites.
- En 1997, J. Chirac décide de dissoudre l'A.N. , un an avant la fin de la législature. C'est un échec pour le président puisque les élections législatives sont remportées par la gauche. Comme avant lui, J. Chirac décide de rester. Ce sera une nouvelle cohabitation avec cette fois un président de droite et un premier ministre de gauche. Lionel Jospin est à la tête d'un gvt. De gauche plurielle (socialistes, communistes et verts). Parmi les mesures prises : LA CMU, a réduction du temps de travail à 35 heures, les emplois jeunes, le Pacs...cependant , les problèmes sociaux économiques perdurent : chômage et montée du sentiment insécuritaire qui sera au centre de la campagne présidentielle du printemps 2002.
- Le 21 avril 2002 est un véritable séisme dans la vie politique française. Jean Marie Le Pen candidat de l'extrême droite devance le candidat de la gauche L. Jospin handicapé notamment par la multitude de candidatures à gauche. Au 2^{ème}. tour, la mobilisation anti-front National permet à J. Chirac de l'emporter avec 82% des suffrages. Cette fois, il est élu pour 5 ans. Sur la période 2002-2007, il nommera 2 premiers ministres : J.P. Raffarin puis D. de Villepin.

Les années Sarkozy 2007-2012 .

L'élection de Sarkozy (face à Ségolène Royal) est une rupture pour plusieurs raisons. D'abord, il Marque l'arrivée d'un président « jeune » (quadra.) ; ensuite, c'est la mise en place d'un nouveau style et pratique présidentielle avec un président intervenant dans tous les domaines et laissant en retrait le 1^{er}. ministre. Il peut compter sur une majorité fidèle puisque la droite a aussi remportée les élections législatives à la suite de la présidentielle. Le

président engage des réformes tous azimuts parfois très contestées comme dans l'audiovisuel, l'enseignement...

III/ La troisième alternance, François Hollande, 2012 ...

Le slogan de la campagne présidentielle était « le changement c'est maintenant ». Les attentes ne sont pas au rendez-vous et la crise économique est plus que jamais présente. Le pouvoir a donc été sanctionné par de nombreux électeurs aux élections municipales et européennes. En 2015, auront lieu les élections régionales... A voir !